Annexe 2

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

077-227700010-20170928-lmc100000016184-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16/10/2017

Réception Préfet : 16/10/2017

Publication RAAD : 16/10/2017

Plan d'actions agricole sur l'AAC d'Hondevilliers

Description des actions

Version du 17 juin 2016

Table des matières

Préambule.....	4
1 Stratégie.....	4
1.1 Un accompagnement individuel et collectif	4
1.2 Un réseau d'observation	5
1.3 Un conseiller pour le territoire	5
2 Accompagnement annuel des étapes clés de la gestion de l'azote.....	5
2.1 Raisonnement initial de la fertilisation azotée	5
2.2 Ajustement en cours de campagne	7
2.3 Optimisation de l'épandage	7
2.4 Gestion de l'interculture.....	8
3 Accompagnement pour l'évolution des pratiques phytosanitaires vers des pratiques moins impactantes	8
4 Accompagnement global	9
Description des actions proposées	11
<i>Axe 1 : Connaissance et analyse des pratiques agricoles</i>	<i>11</i>
I.1. Réalisation de diagnostics Agro-Environnementaux Géographiques : DAE-G, Diagnostic des risques et sources de pollutions diffuses compte tenu des conditions environnementales (topographie, pédologie, agronomie)	11
I.2. Suivi pluriannuel des pratiques agricoles avec la mise en œuvre du PEPA (Plan d'Evolution des Pratiques Agricoles) pour suivre différents indicateurs de pratiques	11
I.3. Mise en place d'un observatoire des pratiques de gestion de la fertilisation	11
I.4. Réalisation de diagnostics « Cour de Ferme » : diagnostic des sources de pollutions ponctuelles sur l'exploitation. Elaboration d'un plan d'action avec l'exploitant.....	12
<i>Axe 2 : Appui à l'évolution des pratiques agricoles Diminuer les risques de pollutions diffuses</i>	<i>13</i>
A. Accompagnement vers des systèmes économes en intrants	13
II.1. Evolution des pratiques phytosanitaires vers une optimisation de l'utilisation des phytosanitaires et de l'azote et vers des systèmes économes en intrants	13
II.2. Développer la Production Intégrée et les systèmes de cultures innovants (bas niveau d'intrants) par le conseil collectif et individuel	13
B. Optimisation de l'usage des phytosanitaires	13
II.3. Accompagnement des exploitations vers l'amélioration de la qualité de pulvérisation.....	13
II.4. Accompagnement des exploitations dans un engagement vers la réduction de l'utilisation des phytosanitaires.....	14
C. Optimisation de la fertilisation	14
II.5. Accompagnement pour une optimisation de la gestion de la fertilisation azotée : Dose d'azote, modalités d'apport, couverts végétaux, outils d'aide à la décision, guidage GPS, modulation des apports... ..	14
D. Aménagements paysagers.....	14
II.6. Promotion d'aménagements paysagers favorables aux auxiliaires des cultures, à la protection des zones sensibles	14
E. Agriculture biologique.....	15
II.7. Sensibilisation et information à la conversion bio	15

<i>Axe 3 : Appui à l'évolution des pratiques agricoles Diminuer les risques de pollutions ponctuelles</i>	16
III.1. Diffusion de conseils sur la gestion des fonds de cuve et des effluents phytosanitaires	16
III.2. Sensibilisation à la sécurisation des aires de remplissage (action complémentaire au diagnostic de cours de ferme)	16

Préambule

Dans le cadre du projet de plan d'actions sur l'aire d'alimentation du captage (AAC) d'Hondevilliers, la Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne mettra en place des actions pour diminuer le risque de pollution de l'eau par l'azote et les produits phytosanitaires d'origine agricole.

Les actions individuelles concerneront prioritairement les agriculteurs de l'AAC alors que les actions collectives seront proposées aux agriculteurs des 4 communes de la zone d'animation.

1 Stratégie

1.1 Un accompagnement individuel et collectif

Le plan d'action a pour objectif de préserver la qualité de l'eau par la réduction des risques de lessivage des nitrates et la diminution de l'utilisation des produits phytosanitaires. Sur l'AAC d'Hondevilliers, le nombre d'agriculteurs concernés étant relativement faible, cela permettra un suivi individuel efficace.

La gestion de l'azote et l'optimisation des produits phytosanitaires seront traitées simultanément. En effet, lors de conseils individuels, les thématiques sont complémentaires et l'agriculteur attend un accompagnement sur l'intégralité du suivi de ses cultures. Le besoin initial sera différent d'un agriculteur à l'autre mais cela débouchera souvent sur un conseil global ou adapté aux problématiques du moment.

L'animation sur ce territoire passera essentiellement par un suivi individuel. Mais certains sujets seront traités de manière collective grâce à des tours de plaine, des visites d'essais ou de vitrines (couverts en interculture, essais de validation de la méthode du bilan, itinéraires à bas niveau d'intrants,...). Pour sensibiliser les agriculteurs du secteur à tous les leviers mobilisables pour réduire le risque de lessivage de l'azote et de pollution par les phytosanitaires, des **formations** seront proposées.

Un point « zéro » pourra être effectué avec l'agriculteur grâce à la réalisation ou la mise en jour d'un diagnostic agro-environnemental géographique (**DAEG**) afin de diagnostiquer les risques de pollution azotée et phytosanitaires à l'échelle de l'exploitation et définir les pistes d'amélioration.

La Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne propose d'accompagner **annuellement** les agriculteurs lors des **points clés du suivi des cultures** (gestion de l'azote et des traitements phytosanitaires). En parallèle, d'autres thématiques telles que la qualité de pulvérisation, le développement de systèmes économes en intrants, les aménagements paysagers ou la sécurisation du remplissage du pulvérisateur seront abordées sur une **échelle pluriannuelle**.

1.2 Un réseau d'observation

Un **réseau d'observation** des pratiques de fertilisation sera mis en place sur 30 parcelles de l'AAC. Un reliquat entrée hiver et un reliquat sortie hiver seront analysés sur chaque parcelle du réseau. Les pratiques de fertilisation de ces parcelles seront transmises par les exploitants. L'analyse des données de ce réseau sera un outil d'animation collective et de sensibilisation des agriculteurs à la gestion de l'azote. On s'attachera à analyser l'écart-type annuel des reliquats entrée hiver, l'objectif général étant la réduction de cet écart-type à l'échelle du réseau.

Les pratiques de fertilisation seront suivies plus largement par le plan d'évolution des pratiques agricoles (PEPA) qui permet de suivre des indicateurs de pratiques sur un nombre représentatif d'exploitations de la zone grâce à un questionnaire rempli annuellement.

1.3 Un conseiller pour le territoire

Un **conseiller technique** sera **affecté** au territoire de l'AAC d'Hondevillers. Il conseillera individuellement et collectivement (tours de plaine, rendez-vous thématiques) l'ensemble des agriculteurs du secteur au niveau fertilisation et pratiques phytosanitaires. Il réalisera les PEPA et les DAEG. Il proposera les thèmes d'expérimentations en fonction des besoins. Certaines pourront être mises en place sur le secteur. Le suivi du réseau de parcelle et la rédaction des lettres d'information se feront en collaboration avec un conseiller spécialisé en fertilisation. D'autres thématiques (qualité de pulvérisation, aménagements paysagers, agriculture biologique, aménagement de la cour de ferme ...) seront traitées par des conseillers spécialisés dans ces domaines.

2 Accompagnement annuel des étapes clés de la gestion de l'azote

La Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne proposera un accompagnement durant la campagne lors des **points clés de la gestion de l'azote** :

- Raisonement initial de la fertilisation azotée,
- Ajustement en cours de campagne,
- Optimisation de l'épandage,
- Gestion de l'interculture.

2.1 Raisonement initial de la fertilisation azotée

L'objectif du raisonement de la fertilisation azotée est de limiter les apports aux stricts besoins de la culture en fonction du potentiel de production de l'espèce considérée pour protéger l'environnement de rejets éventuels en actionnant les leviers agronomiques connus et validés.

Pour cela, la fertilisation minérale azotée est fixée au départ par la méthode du bilan. Ce niveau de fertilisation correspond à l'apport optimum ayant pour objectif un non rejet dans le milieu, notamment lors de la période de lessivage principale hivernale, tenant compte du rendement historique de référence de la parcelle, et du reliquat d'azote sortie hiver.

L'objectif du conseil de la Chambre d'agriculture par rapport à ce calcul est que l'exploitant l'utilise comme un outil technique d'aide à la décision et non uniquement comme un moyen de répondre à la réglementation. Pour cela il faut que l'exploitant se l'approprie et soit convaincu de son efficacité pour une optimisation technico-économique.

Un **essai** sera donc mis en place pour valider la méthode et démontrer auprès des exploitants l'intérêt technique et économique de ce calcul. Il s'inscrira dans un réseau d'expérimentation départemental. Les résultats seront diffusés lors de rendez-vous individuels ou collectifs.

Une **communication spécifique à l'azote** (lettre d'information) sera diffusée par courrier pendant l'hiver pour inciter à :

- réaliser des mesures de reliquat d'azote Sortie Hiver et les positionner préférentiellement sur les parcelles de l'AAC. L'azote minéral dans le sol à la sortie de l'hiver (ou à l'ouverture du bilan) est une donnée variable qui dépend de nombreux paramètres : la minéralisation de la matière organique, dépendant elle-même du stock de matières organiques, de la température, de l'humidité,...etc. Afin de prendre en compte, de la manière la plus précise possible, l'azote minéral disponible dans le sol à la sortie de l'hiver, la mesure est réalisée sur une profondeur représentative de l'enracinement. Cette quantité sera prise en compte dans le calcul de la dose prévisionnelle d'azote.
- réaliser des pesées de colza. Dans le cas du colza d'hiver, qui a la capacité d'absorber l'azote disponible à l'automne, c'est l'azote absorbé par le couvert qui est pris en compte, le reliquat sortie hiver étant la plupart du temps négligeable. Cette quantité est fonction de la production de biomasse par la culture, estimée par la moyenne de deux mesures : la biomasse produite à l'entrée de l'hiver avant la perte de feuilles par le gel, et la biomasse produite à la sortie de l'hiver après la perte de feuilles.
- faire des analyses des effluents d'élevage. En effet, la dose d'azote apportée par les engrais organiques doit être déduite de la dose à apporter au printemps.

Au moment du calcul de la dose d'azote prévisionnelle, les exploitants seront **rencontrés individuellement** pour la réalisation de leur plan prévisionnel de fumure afin de :

- Fixer un rendement objectif réaliste qui permette dès le départ de limiter les excès de fertilisation tout en permettant l'expression du potentiel génétique des espèces et des variétés. La méthode consiste à faire la moyenne des rendements des 5 dernières années à l'exception des deux valeurs extrêmes (année la plus favorable et la plus défavorable). La même culture étant rarement présente pendant cinq années successives sur la même parcelle, on prendra le rendement atteint dans des parcelles voisines de même nature de sol. Pour quelques cultures, ces besoins sont indépendants du rendement

objectif : betterave, pomme de terre... Dans ces cas particuliers, le besoin en azote total est fixé forfaitairement mais il sera modulé en fonction des fournitures naturelles du milieu afin de définir la dose à apporter.

- Fixer la dose d'azote prévisionnelle optimale à apporter par la méthode du bilan. Le calcul de la dose d'azote prévisionnelle prend en compte les besoins en azote total à satisfaire en fonction du rendement objectif. Sont déduites les fournitures du sol résultant du reliquat mesuré et l'effet du précédent cultural dont les résidus contribuent positivement ou négativement selon leur nature. Pour cela, la Chambre d'agriculture propose aux agriculteurs l'outil informatique Mes.p@rcelles.
- Conseiller un fractionnement en trois apports minimum pour le blé en :
 - o limitant la dose du 1er apport au stade « tallage » à 40-60 unités d'azote
 - o appliquant, au stade « épi 1cm », la dose restante minorée de 40 unités (X- 1er apport - 40 unités)
 - o réservant ces 40 unités pour un apport entre les stades « 2 nœuds » et « dernière feuille ». Cet apport sera, par la suite, ajusté à la hausse ou à la baisse en fonction de l'expression réelle des besoins de la culture diagnostiqué par un outil de pilotage.

Pour le colza d'hiver, les modalités de fractionnement sont fonction de l'importance de la dose prévue : deux apports si la dose est inférieure à 170 unités, un fractionnement en trois apports pour des doses supérieures à 170 unités.

2.2 Ajustement en cours de campagne

Des **tours de plaine** en cours de campagne (3 au minimum) permettront des échanges avec les agriculteurs pour une adaptation du fractionnement aux conditions climatiques de l'année.

Pour les blés et les colzas, la dose d'azote fixée « a priori » peut être ajustée en fonction des spécificités climatiques de l'année par l'utilisation d'un outil de pilotage homologué de la fertilisation azotée prenant en compte l'état de nutrition azotée de la culture (N-Tester, GPN-Pilot, N-Sensor, Farmstar,...). Ce pilotage permet de corriger le calcul initial prévisionnel de dose d'azote et de tenir compte du potentiel réellement exprimé par la culture à un stade avancé.

Une **communication par courrier** sur les outils de pilotage proposée par la Chambre d'agriculture ou par les partenaires locaux (coopératives, négoce...) incitera les exploitants à les utiliser. La Chambre d'agriculture **proposera un service de conseil N-Tester ou dron'images**.

2.3 Optimisation de l'épandage

L'optimisation de la fertilisation azotée passe aussi par la qualité de l'épandage. La Chambre d'agriculture pourra proposer, selon la possibilité de créer un partenariat avec un prestataire spécialisé, des **tests du matériel d'épandage** pour vérifier la qualité de la répartition. Des conseils permettront la réduction du risque de perte par volatilisation lors de l'épandage d'azote liquide.

Des **rendez-vous techniques** seront organisés pour faire la promotion des outils permettant la modulation de doses intra parcellaires. Un conseiller **accompagnera les exploitants pour les dossiers de demandes de subventions** relatives à ces matériels.

2.4 Gestion de l'interculture

En plus de l'application de la méthode du bilan et afin de supprimer tout risque de lessivage de l'azote excédentaire, une Culture Intermédiaire Piège à Nitrate (CIPAN) est implantée en interculture longue. Après colza, les repousses sont maintenues pendant au moins un mois pour tenir lieu de CIPAN.

L'optimisation de la gestion de l'interculture passe par un couvert efficace implanté le plus tôt possible. La diffusion du conseil sur ce sujet passera par des **journées techniques** : visite de vitrine de couverts, démonstration de destruction, afin de montrer l'importance du choix des espèces, de la date et de la qualité du semis, de la date de destruction pour optimiser le piégeage de l'azote.

En fonction des demandes locales, les pistes d'**expérimentation** pourraient s'orienter vers le piégeage de l'azote derrière les récoltes de pois en associant couverts et repousses, l'implantation de couverts en interculture courte (entre 2 céréales d'hiver), le changement de rotation (par exemple : colza implantés après pois...). Différentes conduites des repousses de colza pourraient également être testées pour évaluer leurs performances pour le piégeage d'azote et leur facilité de destruction.

En conseil individuel on pourra utiliser la méthode MERCI (Méthode d'estimation des éléments restitués par les cultures intermédiaires) qui permet d'estimer la quantité d'azote dont bénéficiera la culture suivante à partir d'une mesure de la biomasse du couvert végétal.

3 Accompagnement pour l'évolution des pratiques phytosanitaires vers des pratiques moins impactantes

En complément de l'accompagnement de la gestion de l'azote, la Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne proposera un accompagnement des exploitations vers des pratiques moins consommatrices en produits phytosanitaires. Pour cela elle organisera des rendez-vous réguliers individuels ou collectifs au cours de la campagne :

- Une réunion en hiver pour présenter les préconisations de la Chambre d'agriculture en matière de leviers agronomiques préventifs et de protection phytosanitaire,
- Une rencontre individuelle en morte-saison avec le conseiller pour discuter de la stratégie prévue sur les parcelles de l'exploitation et l'adapter si besoin,
- Au moins trois tours de plaine collectifs, complétés par des tours de plaine individuels,
- Des visites d'essais et des démonstrations sur les itinéraires à bas niveau d'intrants et les méthodes alternatives.

Les **tours de plaine** permettent :

- un conseil en saison au plus près des préoccupations du moment afin d'aider les agriculteurs à s'adapter aux conditions de l'année,
- d'échanger sur des sujets plus larges et de partager des expériences entre agriculteurs,
- d'aider les agriculteurs à produire avec un haut niveau de rentabilité économique, en réduisant leurs charges opérationnelles et leur impact sur la qualité de l'eau.

Une mise en situation sur des parcelles permet de préciser le conseil technique et suscite l'échange entre agriculteurs. Il a lieu sur les parcelles d'un agriculteur du territoire.

Un **bulletin technique** appelé « Info.plaine Nord » est diffusé tous les mercredis par mail aux agriculteurs abonnés (abonnement gratuit). Cette diffusion est interrompue deux semaines en décembre et 2 semaines en août et est complétée par la publication de deux guides culture : automne et printemps. Ils reprennent les préconisations des conseillers de la Chambre d'agriculture pour les différentes cultures : blé, colza, orge d'hiver, orge de printemps, maïs, pois et féverole de printemps, tournesol et betterave. Ils présentent également des thématiques techniques plus transversales comme les conditions de pulvérisation ou des éléments de réglementation relatifs à l'utilisation des produits phytosanitaires et à la directive nitrates.

Un accompagnement spécifique est prévu pour les exploitants s'engageant dans une Mesures Agro-Environnementale et Climatiques (**MAEC**) visant la réduction de l'utilisation des phytosanitaires : calcul des Indices de Fréquence de Traitement (IFT), rendez-vous techniques à la demande, bilan annuel. Une réunion de présentation de ce dispositif sera organisée tous les ans.

L'**IFT** est un indicateur d'intensité d'utilisation de produits phytosanitaires. Il s'agit du rapport entre la dose appliquée et la dose homologuée en tenant compte de la surface traitée de la parcelle. Le calcul de cet indicateur sera proposé à l'ensemble des agriculteurs afin de situer ses pratiques phytosanitaires par rapport à la référence du territoire. Il permettra d'envisager des évolutions à l'échelle de l'exploitation ou de la culture.

4 Accompagnement global

Des réunions de sensibilisation, des formations, du conseil et de l'expérimentation sur les systèmes de cultures à bas niveau d'intrants (rotation, itinéraires techniques économes en azote et phytosanitaires, leviers agronomiques) ainsi que sur l'Agriculture Biologique seront organisés pour les exploitants de la zone d'animation. Un essai de variétés de blé conduites en production intégrée est réalisé en partenariat avec la coopérative Acolyance.

Les autres thèmes transversaux abordés dans le cadre du programme d'actions seront nombreux :

- Réflexion sur les aménagements réduisant le risque de transfert direct,
- Qualité de pulvérisation et gestion des fonds de cuve,
- Sécurisation du stockage des intrants et du remplissage du pulvérisateur : un diagnostic « cour de ferme » permettra de vérifier que le stockage des intrants et le remplissage du pulvérisateur n'entraîne pas de risque de pollution. Si les

installations ne permettent pas de limiter les risques, le conseiller spécialisé de la Chambre d'agriculture accompagnera l'agriculteur dans son projet d'amélioration et dans le montage des dossiers de demandes de subventions.

Description des actions proposées

Axe 1 : Connaissance et analyse des pratiques agricoles

I.1. Réalisation de diagnostics Agro-Environnementaux Géographiques : DAE-G, Diagnostic des risques et sources de pollutions diffuses compte tenu des conditions environnementales (topographie, pédologie, agronomie)

Le DAEG permet un état des lieux de l'exploitation et de son parcellaire sur les risques de pollution. Il est basé sur le calcul d'indicateurs dont le but est d'évaluer l'impact de l'activité agricole sur l'environnement. Il est structuré en sept enjeux : Eau, Sol, Air, Biodiversité, Nuisance au voisinage, Energie, Déchets. Une restitution du diagnostic permet d'échanger sur les indicateurs calculés et les pistes d'amélioration. L'objectif est de définir un plan d'actions avec l'exploitant.

La synthèse des DAEG à l'échelle du territoire, complétée par celle des PEPA, permettra de suivre l'évolution des pratiques agricoles.

I.2. Suivi pluriannuel des pratiques agricoles avec la mise en œuvre du PEPA (Plan d'Evolution des Pratiques Agricoles) pour suivre différents indicateurs de pratiques

Le PEPA est composé de 45 questions simples sur les pratiques agricoles. Il permet, grâce à un suivi interannuel des mêmes exploitations, de faire l'état zéro et de suivre l'évolution des pratiques agricoles grâce au calcul d'un ensemble d'indicateurs. Il peut aussi être l'occasion pour l'agriculteur de discuter de ses pratiques, de ses objectifs d'évolution et de ses besoins pour les atteindre avec son conseiller.

I.3. Mise en place d'un observatoire des pratiques de gestion de la fertilisation

Le réseau d'observation sera mis en place sur 30 parcelles de l'AAC avec une analyse des reliquats entrée hiver et sortie hiver. Les pratiques de fertilisation de ces parcelles seront analysées pour être un outil d'animation collective et de sensibilisation des agriculteurs à la gestion de l'azote. On s'attachera à analyser l'écart-type annuel des reliquats entrée hiver, l'objectif général étant la réduction de cet écart-type à l'échelle du réseau.

I.4. Réalisation de diagnostics « Cour de Ferme » : diagnostic des sources de pollutions ponctuelles sur l'exploitation. Elaboration d'un plan d'action avec l'exploitant

Le diagnostic « cour de ferme » établit un état des lieux des aménagements présents sur l'exploitation pour réduire le risque lié aux pollutions ponctuelles issu de l'utilisation de fioul, d'engrais azoté et de produits phytosanitaires. Des conseils d'aménagement permettent à l'agriculteur de connaître les solutions pour améliorer ses conditions de travail, pour réduire les risques de pollutions ponctuelles, pour se protéger et pour se mettre en conformité vis-à-vis de la réglementation.

Un plan d'aménagement adapté aux particularités de l'exploitation et un document rappelant la réglementation concernant les produits dangereux présents sur une exploitation agricole sont remis à l'agriculteur.

Axe 2 : Appui à l'évolution des pratiques agricoles

Diminuer les risques de pollutions diffuses

A. Accompagnement vers des systèmes économes en intrants

II.1. Evolution des pratiques phytosanitaires vers une optimisation de l'utilisation des phytosanitaires et de l'azote et vers des systèmes économes en intrants

L'accompagnement se fera sous diverse formes :

- Des rendez-vous individuels avec l'agriculteur : il peut s'agir d'un conseil technique par rapport au programme prévisionnel de l'agriculteur ou d'un tour de plaine,
- Des tours de plaine collectifs,
- De la diffusion d'informations techniques : guides culture automne et printemps, bulletin technique « Info.plaine Nord », fiches techniques, lettre d'information fertilisation,
- De l'expérimentation,
- De la communication.

II.2. Développer la Production Intégrée et les systèmes de cultures innovants (bas niveau d'intrants) par le conseil collectif et individuel

Une formation sera proposée afin de mettre l'agronomie au cœur du raisonnement des agriculteurs pour réduire l'usage des produits phytosanitaires et améliorer leur système de culture grâce au partage d'expériences.

B. Optimisation de l'usage des phytosanitaires

II.3. Accompagnement des exploitations vers l'amélioration de la qualité de pulvérisation

La qualité de pulvérisation est un critère important de l'efficacité des traitements et son optimisation peut permettre de diminuer la dose de produits phytosanitaires apportée. Des réunions techniques permettront aux agriculteurs de connaître et de corriger les différents paramètres qui influencent l'efficacité des traitements phytosanitaires.

II.4. Accompagnement des exploitations dans un engagement vers la réduction de l'utilisation des phytosanitaires

Les agriculteurs engagés dans une MAEC de réduction de phytosanitaires sont suivis annuellement de façon à veiller au respect du cahier des charges de leurs mesures et afin de les accompagner dans leur démarche progressive de changement de pratiques.

Le conseiller de la Chambre d'agriculture propose pendant l'hiver un calcul de l'IFT du programme phytosanitaire prévisionnel pour étudier sa compatibilité avec les objectifs de la MAEC.

En fin de campagne les agriculteurs transmettent leurs pratiques phytosanitaires pour le calcul de l'IFT par le conseiller. Ensuite, un entretien individuel permet de remettre le dossier du détail du calcul à l'agriculteur, de dresser un bilan annuel et d'étudier les résultats sanitaires, agronomiques et techniques, les enseignements, les difficultés rencontrées, les améliorations à effectuer pour atteindre les objectifs de la MAEC.

C. Optimisation de la fertilisation

II.5. Accompagnement pour une optimisation de la gestion de la fertilisation azotée : Dose d'azote, modalités d'apport, couverts végétaux, outils d'aide à la décision, guidage GPS, modulation des apports...

Pour sensibiliser les agriculteurs du secteur à tous les leviers mobilisables pour réduire le risque de lessivage de l'azote, une formation spécifique sera proposée ainsi que des journées techniques, des visites d'essais ou de vitrines (couverts en interculture, essais de validation de la méthode du bilan, démonstration de matériel ...).

Des lettres d'information seront envoyées au moment clé de la fertilisation : reliquats, fertilisation des cultures d'automne, fertilisation des cultures de printemps, bilan de campagne. Ces lettres pourront s'appuyer sur les observations faites dans le réseau de parcelles.

D. Aménagements paysagers

II.6. Promotion d'aménagements paysagers favorables aux auxiliaires des cultures, à la protection des zones sensibles

Une formation, des visites thématiques, des diagnostics individuels feront la promotion d'aménagements paysagers favorables aux auxiliaires et à la protection des zones sensibles.

Le diagnostic Biodiversité permet aux agriculteurs de prendre en compte la biodiversité sur leur exploitation et d'adapter leurs pratiques. Il consiste à évaluer leur impact sur la biodiversité, apprécier la qualité et la gestion des habitats, proposer et conseiller des actions concrètes à mettre en place pour répondre aux objectifs du territoire.

E. Agriculture biologique

II.7. Sensibilisation et information à la conversion bio

Une formation intitulée « Découvrir les grandes cultures biologiques en Ile-de-France » sera organisée ainsi que des réunions d'information sur les techniques biologiques en grandes cultures.

Des études de conversion seront proposées afin que les agriculteurs disposent des éléments techniques, économiques et réglementaires nécessaires à la prise de décision et pour réussir leur conversion à l'agriculture biologique.

Axe 3 : Appui à l'évolution des pratiques agricoles

Diminuer les risques de pollutions ponctuelles

III.1. Diffusion de conseils sur la gestion des fonds de cuve et des effluents phytosanitaires

Des rendez-vous techniques sur des exploitations équipées de systèmes de traitements des effluents phytosanitaires permettront de rappeler les règles à respecter pour gérer les fonds de cuve au champs, de sensibiliser à l'aménagement d'une aire de remplissage et de montrer des exemples concrets.

III.2. Sensibilisation à la sécurisation des aires de remplissage (action complémentaire au diagnostic de cours de ferme)

Des fiches techniques spécifiques aux aires de remplissage seront envoyées par courrier.

En complément du diagnostic « cour de ferme », deux demi-journées sur le thème de l'aire de remplissage seront proposées avec un travail individuel entre les deux. La première demi-journée sera consacrée aux bases pour la conception d'une aire de lavage avec traitement des effluents. Entre les deux rendez-vous, les agriculteurs prépareront un projet d'aire. Lors de la deuxième demi-journée, les agriculteurs travailleront en groupe sur les projets (problèmes rencontrés, propositions d'amélioration...) et un point sera fait sur les financements possibles. Nous terminerons par un appui à la constitution du dossier de demande d'aide PCAE (Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations agricoles).